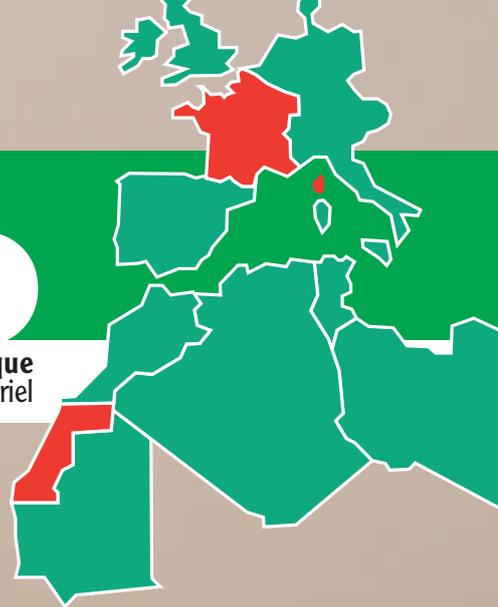


Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
numéro 141/142 – octobre 2007 à mars 2008 – 3,5 € – trimestriel



LES SAHRAOUIIS INCONTURNABLES !

27 février 2008, la République sahraouie fête comme chaque année son anniversaire! fêtes multiples et hautement politiques, la Communauté Internationale et tout particulièrement notre pays, membre permanent du Conseil de sécurité, doivent entendre ces différents messages qui témoignent d'une volonté et d'une résolution à faire appliquer son droit, tout à fait intacte.

Au Sahara occidental occupé, en dépit de la présence policière, de l'intimidation et des menaces, des tracts et des drapeaux ont été distribués pour alimenter en matériel des rassemblements dans toutes les villes du Sahara, à TanTan et dans les fac marocaines. Vite dispersées par la police, elles n'ont pas manqué de témoigner du courage et de la détermination de tous ces militants pour l'autodétermination de leur pays.

Au Sahara occidental libéré, à Tifariti devenue capitale provisoire de la République, le nouveau Parlement qui compte 30 % de femmes, a été installé en même temps que plusieurs équipements étaient inaugurés, sportifs, culturels, installations pour favoriser la résidence permanente... la République se réinstalle dans son territoire!

Dans les campements de réfugiés, la willaya de Smara a accueilli le marathon et le grand défilé commémoratif avec les enfants et les représentants de toutes les parties de la population. Défilé traditionnel? pas cette année où les enfants étaient dans leur majorité habillés en treillis, portant des armes en carton, vivement acclamés par la foule présente au défilé. (suite page 2)

Édito suite

Situation tragique où au terme de 40 ans de résolutions onusiennes et de 32 ans d'exil, les Sahraouis sont obligés de faire « jouer » la guerre à leurs enfants pour signifier au monde leur détermination à reprendre les armes si le Maroc n'accepte pas de négocier de manière sérieuse sur l'ensemble des propositions. Situation tragique pour un peuple qui depuis 1991 a accepté de laisser la guerre de côté et de privilégier les solutions politiques et qui n'a plus d'autre issue que d'envisager à nouveau la guerre tant que la Communauté internationale ne sera qu'impuissance.

Mais c'est la formidable capacité des Sahraouis à vivre et à rebondir qui est sans doute le message le plus convaincant. Au marathon comme au défilé et à la soirée musicale qui suivit, la foule était à la fête et s'est enflammée aux sportifs marathoniens ou aux artistes musiciens sachant oublier le moment d'une fête l'exil, les séparations et les privations de toute sorte propres à la vie sur la Hamada.

Personne pourtant n'oubliait les amis ou parents dans les prisons marocaines, directement « au front » qui venaient de démarrer une grève de la faim. Unité de ce peuple qui aura un jour son indépendance !

Régine Villemont,
Secrétaire générale de l'AARASD

SOMMAIRE

- p 1 Édito
- p 2 et 3 **Entretien avec Mansour, Représentant du Front Polisario en France**
- p 4 et 5 **Le 12^e congrès du Polisario et la réunion de janvier à l'Assemblée Nationale**
- p 6 et 7 **La liberté d'opinion n'existe pas au Sahara occidental, selon HWR**
- p 7 **Délégation syndicale européenne au Sahara occidental le point de vue de la CGT**
- p 8 **Appel pour la paix au Sahara occidental**
- p 9 et 10 **Interview, Bachir Moutik, engagement d'un Sahraoui de conviction**
- p 11 **Solidarités, l'enseignement du français dans les campements**
- p 12 à 15 **Une semaine comme les autres ? Chronique des campements**
- p 16 **Appel en faveur des grévistes de la faim**

Entretien avec Mansour, Représentant du Front Polisario en France



Monsieur le représentant, après le douzième congrès du Polisario, vous venez d'être nommé en France. C'est avec grand plaisir que nous vous accueillons dans nos colonnes. Merci de vous présenter et de faire partager à nos lecteurs votre ambition en tant que diplomate du Polisario.

Merci de m'offrir l'opportunité de m'adresser à vos lecteurs. Tout d'abord je tiens à vous féliciter pour la qualité de votre journal et à vous remercier pour l'excellent travail que vous avez fait, durant toutes ces années, pour informer l'opinion française sur la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination et l'indépendance. En tant que membre du Secrétariat National, j'ai été nommé comme Représentant en France pour exprimer la volonté du Polisario d'entamer un dialogue sérieux, constructif et sincère avec la France, en vue de travailler ensemble pour le succès des négociations entre le Maroc et le Polisario pour l'application des résolutions 1754 et 1783 du Conseil de Sécurité, pour résoudre le problème du Sahara occidental, sur la base de l'autodétermination du peuple sahraoui. **Cette solution, à notre avis, est le passage obligé de la construction du Grand Maghreb et de la coopération Euro-Maghrébine. C'est aussi, une contribution précieuse pour avancer vers la création d'un espace méditerranéen pour plus de sécurité et de développement.**

Ma présence aussi, j'espère, contribuera à mieux informer le peuple Français, ses forces politiques et syndicales, sur le présent du peuple sahraoui marqué par une résistance politique, sociale et militaire. Mais aussi sur son

projet de société et pour préparer dès maintenant les relations futures que nous souhaitons multiformes avec la France : économiques, sociales, politiques. Dans ce cadre, naturellement, l'Association des Amis de la RASD jouera un rôle fondamental, dans un futur très proche.

Je travaillerai, aussi, avec les ONG en France, les avocats et avec les collectifs de droits de l'homme aux territoires occupés du Sahara occidental, pour dénoncer les violations des Droits de l'homme.

Nous espérons aussi contribuer à faciliter la tâche des ONG qui font un effort extraordinaire pour initier une coopération avec les femmes, la jeunesse, la santé, l'enseignement du français, les colonies des vacances etc.

L'actuel processus de négociations n'a pas encore donné de résultats tangibles mais il se poursuit ! Qu'en pensez-vous ? Êtes-vous plus optimiste pour le prochain round ?

C'est vrai qu'il n'y a pas encore des résultats tangibles, parce que Le Maroc continue à défendre son projet d'autonomie. Le Polisario a montré une position plus souple en présentant une proposition qui donne au peuple sahraoui la possibilité de choisir à travers un référendum entre l'indépendance, l'autonomie et l'intégration. Donc notre position est conforme à la légalité internationale, à la logique et à l'histoire. La Communauté internationale doit faire pression sur le Maroc pour qu'il soit réaliste et évite des souffrances pour son peuple et pour la région. Nous espérons qu'il évoluera. Tout en étant optimiste par nature, cet optimisme, commence à être mitigé d'impatience.

Le 12^e congrès du Polisario a été marqué par une volonté de retourner à la guerre si le Maroc refusait toujours le référendum. Doit-on prendre cette déclaration au sérieux ?

Oui, c'est sérieux c'est une décision du Congrès et non pas une déclaration. Mais nous ne souhaitons pas arriver à ce stade, mais soyez sûrs que si le Maroc ne se conforme pas à la légalité internationale, nous allons continuer notre lutte de libération en légitime défense par ce que nous ne pouvons pas attendre sine die. Le peuple sahraoui souffrira, c'est vrai, mais pour le régime de Mohamed VI se serait une catastrophe. Adieu au tourisme et aux investissements. Le Maroc reviendrait à sa situation d'avant 1991, car à cette époque il dépensait 60 % de son budget national dans son effort de guerre. Seule une action sérieuse de la part des grands pays de la Communauté internationale pourra éviter le pire, surtout la France, qui peut jouer un grand rôle pour la paix. Le Président Sarkozy dispose de grands atouts pour en finir avec les souffrances des peuples de cette région et construire une coopération sur des bases solides au Maghreb et en Méditerranée.

Merci de faire le point sur l'actualité des ressources naturelles de la RASD ?

Les ressources naturelles du Sahara occidental sont depuis 1976 soumises à une exploitation sauvage de la part du Maroc. Au début c'était seulement le phosphate et la pêche, mais progressivement et en particulier après la signature du cessez-le-feu en 1991 entre le Maroc et le Polisario, les autorités marocaines ont commencé à exploiter le tourisme, l'agriculture et à faire des contrats de prospection pétrolière contrairement aux législations internationales qui interdisent l'exploitation des ressources naturelles d'un territoire non autonome.

En effet, dans le secteur de la pêche, la surexploitation des céphalopodes des bancs sahraouis a entraîné une baisse de 77 % des stocks des céphalopodes dans la zone sud du Sahara occidental et la disparition de la pêche des céphalopodes entre les parallèles 24 et 25.

Les 35 des 70 unités de congélation qu'il y avait à Dakhla ne fonctionnent plus que à moitié, ainsi la région de Lâayoune a connu une baisse de 50 % de sa production, les autres régions sont obligées à se reconvertir, et près de 40 000 pêcheurs de poulpes se retrouvent au chômage. En ce qui concerne le phosphate, on voit de plus en plus la présence de bateaux sur les côtes du Sahara occidental qui viennent pour charger le phosphate directement du port minéralier de

Lâayoune, c'est le cas de la compagnie britannique « GRBULK » et la compagnie basée à Hong Kong « Jen Chang » qui transporte le phosphate vers la Nouvelle Zelande. La production totale de la mine de phosphate de FOS BOUCRA destinée à la vente est de 3 200 000 tonnes. Les compagnies qui achètent sont : Zen Noh (Japon), CSBP, Impact et Incitec (Australie), Mosaic et Pcs (USA), Lifosa (Lituanie), PPL (Inde), Ban et Ravendown (Nouvel Zelande), Tripoliven et Monomeros (Venezuela – Colombie), Foret (Espagne), Innophos (Mexique), Agrium (Canada), Petrokemija (Croatie). Dans le domaine du pétrole, après l'échec des contrats avec Total Fina Elf et Geer Mac Gee, le Maroc fait des efforts pour entraîner dans le guépier du Sahara occidental la longue Rich Oil & Gaz Venture.

À ce sujet, je voudrais rappeler que selon le rapport de Hans Korell en réponse à une question soulevée par le conseil de sécurité, le 29 janvier 2002 (document S-2002-161), affirmait que l'accord de Madrid ne prévoyait pas des transferts de souveraineté sur le territoire ni ne confierait à aucun des signataires le statut de puissance administrante « *statut que l'Espagne ne pouvait d'ailleurs unilatéralement transférer* » « *le Maroc ne figurant pas comme puissance administrante du territoire sur la liste des territoires non autonomes de l'Onu* ».

Le principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles : c'est-à-dire le droit des peuples et des nations à user et à disposer des ressources naturelles que recèlent leurs territoires pour assurer leur développement et leur bien être, a été arrêté par l'Assemblée Générale dans sa résolution 1803 (XVII du 14 décembre de 1962) En reconnaissant le droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes à disposer des ressources naturelles de leurs territoires, l'Assemblée Générale a toujours condamné l'exploitation et le pillage des ressources naturelles, ainsi que toute activité économique qui lèse les intérêts de ces peuples et les prive de leurs droits légitimes à disposer de leurs ressources naturelles.

Dernièrement, on a vu aussi que le Maroc cherche à entraîner des intérêts français, italiens et espagnols à investir dans le tourisme, l'agriculture ou le commerce des territoires occupés.

Ainsi, il faut que la Communauté internationale exerce les pressions nécessaires pour empêcher le pillage marocain des ressources naturelles de notre territoire. De son côté le peuple sahraoui trouvera les moyens légaux pour traduire en justice les responsables de ces actions illégales. Le Conseil de sécurité doit doter la MINURSO de pouvoirs nécessaires pour empêcher ces actions au détriment du droit du peuple sahraoui, et pour sauvegarder ses richesses jusqu'à la solution définitive du problème du problème.

La RASD a présenté, à Houston, aux USA, début février 2008, le 2^e round d'octroi de licences pétrolières valables sur son territoire. Pourriez vous préciser les objectifs de cette politique de concession ?

Les autorités sahraouies et le Front Polisario, en tant que représentants légitimes du peuple sahraoui, ont ouvert l'octroi des licences de prospection du pétrole aux larges des côtes sahraouies à travers desquelles ils offrent aux sociétés pétrolières des contrats qui leur donnent une priorité dans des secteurs déterminés de l'Off-Shore immédiatement après la solution définitive du conflit du Sahara occidental. Jusqu'à ce jour, il y a eu de nombreuses signatures de contrats avec huit compagnies pétrolières et après la réunion qu'on vient d'avoir à Houston / Texas, il y a une perspective de la signature d'autres contrats...

Avant de conclure, je voudrais dénoncer la destruction et le sabotage par certains officiers de la MINURSO de sites archéologiques qui datent de plus de 6 000 ans dans les territoires libérés du Sahara occidental, et dans ce contexte faire un appel urgent à l'UNESCO à nous aider à protéger ce patrimoine de l'humanité.



Le 12^e Congrès du Front Polisario décembre 2007

Le congrès a discuté d'« *une nouvelle stratégie à même de sortir de l'impasse actuelle* » et du bilan de la direction du Front Polisario. Il a décidé d'un programme d'action nationale et élu une nouvelle direction politique. Les 1 750 délégués provenaient des cinq camps de réfugiés sahraouis, de la diaspora et des territoires occupés par le Maroc. Plus de 250 invités étrangers, d'une trentaine de pays ont assisté à la séance d'ouverture, à l'issue de laquelle ils ont adopté une déclaration commune.

Particulièrement remarquables la présence de l'ancien chef du gouvernement algérien Rêdha Malek, président de l'Alliance nationale républicaine, et la nombreuse délégation mauritanienne, représentant l'Alliance populaire progressiste de Messaoud Ould Boulkheir, parti de la majorité présidentielle, l'Union des forces de progrès, le Rassemblement des forces démocratiques d'Ahmed ould Daddah, l'Alliance pour la justice et la démocratie/Mouvement pour la rénovation, le Front populaire, le Renouveau démocratique, le Parti de l'unité et du changement (Hatem), et l'Association mauritanienne d'amitié avec le peuple du Sahara occidental (AMASO).

Les gouvernements du Nigeria et d'Afrique du Sud, les partis politiques FLN, RND, MEN et PRA d'Algérie, MPLA d'Angola, PS du Sénégal (Jacques Baudin), PARENA du Mali, ANC et parti communiste d'Afrique du Sud, FPLP palestinien, ainsi que des partis politiques du Venezuela, du Mexique, de Bolivie, de Cuba, d'Espagne et d'Allemagne, le syndicat sud-africain COSATU et les comités de soutien et mouvements associatifs algériens et européens étaient représentés.

Le deuxième jour du Congrès a été consacré à la discussion à huis clos du rapport moral présenté la veille par le Secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz. Les débats ont porté sur la reprise éventuelle de la guerre, la poursuite des négociations maroco-sahraouiennes et sur la préparation de l'armée dans l'éventualité d'une reprise de la guerre en cas d'échec des négociations.

Les travaux se sont poursuivis le troisième jour en cinq commissions (statuts et règlement intérieur, élections, relations internationales, recommandations et programme d'action national).

À l'assemblée nationale Le 22 janvier 2008, plusieurs députés mettent le Sahara occidental à l'ordre du jour

Plusieurs députés, un parlementaire honoraire, des élus locaux et responsables de comités de jumelages, des associations de solidarité, des juristes et des militants des droits de l'Homme, soit une cinquantaine de personnes ont participé mardi 22 janvier 2008 à l'Assemblée Nationale à une réunion à l'invitation de Jean Paul Lecoq Député de Seine Maritime sur le thème « **Sahara occidental, comment peser pour favoriser la résolution de ce conflit dans le respect du droit international ?** »

La séance est présidée par André Chassagne, député et Président de l'ANECR (Association Nationale des Élus Communistes et Républicains).

Il lit un extrait de l'intervention de Jean Paul Lecoq devant le Conseil de l'Europe.



Omar Mansour, représentant du Front Polisario en France fait le point sur la situation du conflit. Sur le dialogue entre les Marocains et Sahraouis, trois rencontres ont déjà eu lieu, au cours desquelles le Maroc persiste à présenter comme seule alternative son plan d'autonomie du Sahara. Il rappelle que le Front Polisario ne peut se substituer à l'expression même de ce peuple sur le choix de son devenir et que le référendum est la seule alternative.

Les États Unis et la France devraient faire des efforts pour la Paix dans cette partie du monde, alors qu'ils encouragent le Maroc à persévérer dans une ligne d'obstination à une solution unilatérale, celle-là même qui est à l'origine de la guerre.

La Communauté internationale a intérêt à faire des efforts sincères pour la Paix. L'Europe veut établir des échanges de coopération au niveau du bassin méditerranéen, il a besoin de Paix et de démocratie dans les pays concernés. Il n'y a pas de coopération possible quand on piétine les peuples.

Aider le Maroc, c'est le faire sortir de la guerre. La guerre accapare 60 % du budget du pays, soit 3 millions de dollars par jour. En 2007, le cessez-le-feu qui a nécessité un entretien du mur de défense, coûtait chaque jour 2 millions d'euros au budget marocain. Laisser le Maroc persister dans son attitude, c'est encourager une politique d'appauvrissement qui fait le lit du fondamentalisme et conduit à l'instabilité, au terrorisme.

Madame Dominique Niederkorn, chargée des relations internationales au Mans, rappelle que la Ville du Mans fête le 25^e anniversaire de son jumelage avec Haouza et souligne les pressions qu'exercent les autorités marocaines par l'intermédiaire de leurs ressortissants dans la région pour que la ville renonce à ce jumelage. Elle propose que l'on s'adresse aux communautés marocaines de nos régions pour leur faire connaître l'origine du conflit et ses conséquences.

Serge Lebrét, président du Comité de Jumelage de Gonfreville l'Orcher, se réjouit que le problème sahraoui revienne à l'Assemblée Nationale. Il propose que les députés français rejoignent la démarche des députés italiens qui ont demandé que le Front Polisario, reconnu internationalement comme le représentant légitime du peuple sahraoui, obtienne un statut diplomatique.

Régine Villemont, secrétaire générale des Amis de la RASD, remercie les parlementaires de leur présence. Elle engage les participants à s'adresser à leurs députés de sorte de développer l'intérêt pour la question au Parlement. Elle s'interroge sur la possibilité de créer un observatoire des droits de l'homme au Sahara occidental.

Robert Vizet, Sénateur honoraire, souligne l'ouverture de la stratégie qui a intégré la proposition marocaine d'autonomie du territoire dans les

questions à mettre au choix des électeurs dans un référendum d'autodétermination.

Jacqueline Fraysse-Cazalis, députée des Hauts de Seine, précise la raison de sa présence par un soutien à la cause du peuple sahraoui. Elle insiste sur l'urgence à trouver une solution à ce conflit.

Jean Paul Le Marec, du CORELSO, note que le Conseil de l'Europe semble en recul sur la position qu'il avait adoptée antérieurement et particulièrement en octobre 2004. Il estime que la France, à l'égal des États Unis, joue un rôle principal dans le blocage du processus de règlement du conflit et que la présidence qu'elle assurera à compter de juillet 2008 ne sera pas sans effet sur la position de l'Europe.

Il suggère que soit constitué un groupe d'étude au sein de l'Assemblée Nationale, et propose que les députés demandent que la Commission des Affaires Étrangères procède à des auditions du Maroc et du Front Polisario.

Aline Pailler, ancienne députée européenne et coprésidente du CORELSO, confirme l'importance d'un groupe d'amitié qui a permis au Parlement Européen de lancer une dynamique. Elle propose qu'un voyage d'étude soit organisé sur le territoire, même si des députés se voient refuser l'entrée au Maroc, comme ce fut le cas pour des députés européens.

Michèle Decaster, secrétaire générale de l'AFASPA, note le travail incessant de désinformation de l'Ambassade du Maroc auprès des élus

qui conduisent des projets de coopération décentralisée avec des villes marocaines et souligne la nécessité de faire connaître par l'intermédiaire des associations d'élus le coût de la situation de non-guerre pour le budget marocain. Elle aborde ensuite la question des atteintes aux droits de l'homme sur le territoire occupé.

France Weyl, avocate au barreau de Paris, membre de Droit Solidarité, a participé à des missions d'observateurs aux procès de militants sahraouis devant les tribunaux marocains. Elle souligne le manque de relais d'information en France sur ce qui est fait collectivement pour interpellier les pouvoirs publics. Elle rend hommage aux avocats sahraouis qui défendent courageusement ces militants. Elle propose que l'on interpelle les autorités françaises sur l'illégalité de la signature de marchés publics avec le Maroc quand ils concernent les richesses naturelles du Sahara occidental que la légalité internationale interdit d'exploitation du fait de son statut de territoire non autonome.

Annie Delay, d'Amnesty International, précise que son organisation distingue bien le Maroc du Sahara occidental dans ses rapports. Elle constate qu'il y a une régression ces dernières années sur les avancées qui avaient été notées à propos des droits de l'homme. Cette régression ne touche pas seulement les Sahraouis, mais aussi les marocains syndicalistes et militants de l'AMDH.

Contre rendu rédigé à partir des notes transmises par Michèle Decaster.

Le lundi 17 décembre, les commissions ont soumis leurs rapports à la discussion et à l'approbation du Congrès, qui s'est également prononcé sur le rapport du Secrétaire général. Le programme d'action nationale accorde la priorité à l'armée, au renforcement des structures politiques, au soutien à l'Intifada dans les territoires occupés, à la reconstruction des territoires sahraouis libérés pour permettre l'établissement des populations, à l'amélioration du travail diplomatique, de l'information et des institutions de l'Etat sahraoui. Mohamed Abdelaziz, candidat unique, a été réélu par 85 % des votants. 146 candidats étaient en lice pour les 25 sièges du Secrétariat national.

Dans la déclaration finale, le Congrès a décidé la poursuite des négociations, mais en cas d'échec de celles-ci «les hostilités risquent de reprendre». La décision serait prise par le Secrétariat national dans les six mois.

Manœuvres et ripostes marocaines

Dans un premier temps, le Maroc a tenté d'empêcher la tenue du Congrès dans les territoires libérés. Avançant des arguments tels que danger pour la dynamique de paix, rupture du cessez-le-feu par violation de l'accord militaire n° 1 du plan de paix, déplacement forcé de populations, etc., le Maroc a adressé une lettre au Secrétaire général de l'ONU pour lui demander d'interdire le Congrès.

Les deux chambres du parlement marocain réunies ont lancé le 12 décembre un appel urgent au Secrétaire général de l'ONU dans le même sens. Le ministre marocain des Affaires étrangères est encore intervenu auprès du Secrétaire général de l'ONU. D'autres interventions diplomatiques marocaines ont eu lieu auprès du président de l'UE, de la Commission et du parlement européen. L'ONU n'a pas réagi.

Pendant le Congrès, la presse marocaine a été mise à contribution, elle a fait état de mystérieuses réunions de notables sahraouis pro-marocains dans le Nord de la Mauritanie, qui auraient exprimé leur adhésion au projet d'autonomie marocain.

En même temps, à Smara, le CORCAS s'est réuni les 17 et 18 décembre et a lancé un appel aux «frères dans les camps de Tindouf à faire prévaloir la logique de la raison et de l'histoire et à regagner la Mère Patrie», alors que dans les rues, malgré la forte présence de la police, des manifestants appelaient à la tenue du référendum d'autodétermination et au soutien à la lutte du Front Polisario.

Le Député Jean-Paul Lecoq s'adresse à l'Ambassadeur du Maroc et s'étonne de l'ingérence des services marocains dans les réunions tenues à l'Assemblée Nationale française.

« Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai appris ce jour que Monsieur Enaama ASFARI, militant sahraoui des Droits de l'Homme et résidant une partie de l'année en France, avait été retenu et interrogé par la police ce 24 janvier 2008 à Marrakech. Les questions du commissaire de police ont porté sur ses activités en général et sur sa présence à une réunion tenue à mon initiative à l'Assemblée Nationale.

Permettez-moi de vous signifier mon émotion en apprenant une telle démarche de police !

Elle témoigne sans doute de la grande efficacité de vos services, ce dont personne ne doute mais surtout de leurs manières qui n'hésitent pas à s'ingérer dans la tenue d'une réunion qui avait lieu à l'Assemblée Nationale.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai déjà eu l'occasion de m'adresser en temps que maire aux autorités marocaines. Vous connaissez mon engagement en faveur de l'autodétermination des Sahraouis. Le processus de négociation engagé actuellement ne peut que me réjouir si effectivement le droit international est respecté. Aussi permettez-moi de m'étonner que de telles démarches d'intimidation soient faites en un tel moment. Pour ma part, elles ne peuvent que m'encourager à informer encore davantage mes collègues au Parlement et peser ainsi en faveur de l'autodétermination des Sahraouis et pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental, actuellement sous votre administration. »

Les nouvelles de la RASD

15.11.2007 Déclaration

Le président de la branche internationale des Trades Union Congress (TUC), la plus ancienne centrale syndicale britannique, Simon Steyne, a souligné à Genève que « *l'alternative, la plus juste et la plus réaliste, à la question du Sahara occidental, est l'autodétermination du peuple sahraoui* ».

22.11.2007 Résolution

Les Jeunes Conservateurs norvégiens ont demandé à leur gouvernement de reconnaître la République sahraouie.

08.11.2007

Le député de Seine-Maritime, maire de Gonfreville l'Orcher, Jean-Paul Lecoq, a condamné devant le Parlement français la politique française de deux poids deux mesures dans le conflit du Sahara occidental.

23-25.11.2007

Prague, 2^e Congrès de la Gauche Européenne

Une résolution sur le Sahara occidental a été adoptée en faveur du droit à l'autodétermination et pour la poursuite des négociations.

19.12.2007

Incident diplomatique maroco-sénégalais

Le Maroc rappelle son ambassadeur au Sénégal « *pour trois jours* » pour protester contre les déclarations de Jacques Baudin, ancien ministre et membre du parti socialiste sénégalais, exprimées devant le 12^e Congrès du Front Polisario, qualifiées de « *geste franchement inamicale et incompréhensible* ».

Le gouvernement sénégalais rappelle son ambassadeur à Rabat.

02-04.12.2007

Visite officielle du président français en Algérie, qui réitère son soutien à l'autonomie.

08-09.12.2007

Sommet euro-africain de Lisbonne

Lors d'un séminaire sur l'Afrique, organisé à Lisbonne, un responsable sahraoui a regretté que la RASD n'ait pas été invitée au sommet UE-Afrique.

11.12.2007

Le gouvernement norvégien réaffirme son appui aux négociations maroco-sahraouies et au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

16.12.2007

Lors de la conférence de l'ANC, Thabo Mbeki, a insisté sur la nécessité de résoudre la question du Sahara occidental conformément aux résolutions de l'ONU.

17.12.2007 Assemblée générale de l'ONU

Le projet de résolution élaboré par la 4^e commission (document A/62/412) sur la question du Sahara occidental a été accepté sans vote.

05.12.2007 Développement économique

L'Union européenne destine 28 millions d'euros de plus à la coopération transfrontalière avec le Maroc pour la période 2007, dans le cadre de la politique de voisinage. Cette aide financière pourrait être destinée à des projets au Sahara occidental. L'UE accorde globalement 654 millions d'euros pour 2007-2013 au Maroc.

La liberté d'opinion n'existe pas au Sahara occidental

C'est le constat de l'association américaine Human Right Watch repris dans le journal Hebdo de janvier 2008, journal marocain indépendant.

Le communiqué de HRW sur les droits de l'homme au Sahara occidental, paru il y a quelques jours, a suscité des réactions hostiles de la part des autorités marocaines...

Éric GOLDSTEIN (directeur Moyen-Orient-Afrique du Nord à Human Rights Watch)

Je veux d'abord rappeler qu'il s'agit d'un communiqué précédent le rapport mondial de HRW, qui paraîtra le 31 janvier prochain. Pour les responsables politiques marocains, la publication de ce document est un acte politique et non un travail qui rentre dans une logique des droits de l'homme. Voilà pourquoi ils se trompent : la publication par HRW de ce communiqué au moment où les négociations avec le Polisario se déroulaient à Manhasset n'est pas le fruit du hasard. Le Maroc a mis l'accent sur le fait que son projet d'autonomie constitue la seule base de dialogue pour un règlement du conflit. Mais on peut se demander si, en l'absence de mécanismes institutionnels et juridiques permettant aux Sahraouis de s'exprimer librement, la proposition marocaine peut être crédible par rapport aux principes fondamentaux des droits de l'homme.

Vous voulez dire que le choix du timing était délibéré ?

E.G. Oui. En tant qu'organisation de défense des droits de l'homme, on doit réagir à l'actualité, faire des analyses et se poser des questions sur cette autonomie, sur sa crédibilité et sur les mécanismes politiques liés à sa mise en oeuvre.

En d'autres termes, vous avez publié ce communiqué pour attirer l'attention sur le manque de crédibilité de la proposition marocaine d'autonomie...

E.G. En tant qu'organisation de défense des droits humains, nous ne prenons position ni pour ni contre le projet d'autonomie.

Notre objectif, en tant qu'organisation de défense des droits de l'homme, est de souligner que n'importe quel projet sérieux, que ce soit le projet marocain d'autonomie ou un autre, doit se baser sur le respect des droits des citoyens de s'exprimer, de se réunir librement. Selon les déclarations officielles du Maroc, la majorité des Sahraouis

sont favorables au projet d'autonomie, Cette affirmation ne peut être confirmée tant qu'il y a des Sahraouis qui ne peuvent pas exprimer librement leurs positions et leurs idées politiques.

Est-ce que c'est un constat auquel vous êtes parvenu lors de votre dernière enquête au Sahara occidental ?

E.G. Oui, à travers un certain nombre de rencontres et d'entretiens avec des acteurs politiques sahraouis en 2007 ainsi qu'au fil du temps, nous sommes parvenus à ce constat qui fait que les Sahraouis qui s'opposent au projet d'autonomie ne peuvent s'exprimer librement sur le champ public.

Mais certains militants sahraouis, comme Ali Salem Tamek, Moutawakil et Aminatou Haidar s'expriment librement dans certains journaux marocains, comme Le journal hebdomadaire, et revendiquent clairement leurs positions indépendantistes...

E.G. C'est juste, ils s'expriment librement parce qu'au Maroc, il faut le reconnaître, il y a des publications indépendantes qui leur permettent de s'exprimer librement. C'est un atout pour le Maroc qui, à ce niveau, a réalisé des progrès que nous avons, d'ailleurs, relevés dans nos rapports précédents. Nous le répétons : le Maroc a réalisé des avancées importantes en matière de liberté d'expression. En revanche, et il faut le reconnaître là aussi, les médias publics sont toujours fermés aux militants sahraouis et à de nombreux autres militants. Qu'il s'agisse des médias publics nationaux ou régionaux, comme la chaîne de télévision régionale de Laâyoune et la radio locale de la même ville, les Sahraouis qui prônent l'indépendance ou un référendum qui propose l'indépendance comme une des options ne peuvent y accéder librement. Tous ces médias leur sont fermés. Cela affaiblit les efforts qui sont fournis par les autorités marocaines dans le domaine de la liberté d'expression.

Avez-vous été contacté par les autorités marocaines après la publication de ce communiqué ?

E.G. Le vendredi 18 janvier 2008, l'ambassadeur du Maroc à Washington m'a convoqué pour me faire part de la grande déception causée, côté

marocain, par la publication du communiqué de Human Rights Watch à la veille des pourparlers. Tout en conservant son accueil chaleureux habituel, l'ambassadeur Mekouar m'a dit que le « timing » de ce communiqué avait été perçu comme un acte politique qu'une partie engagée dans les négociations pourrait essayer d'utiliser à son profit, comme une arme. Il m'a demandé si, lors de notre mission, les autorités marocaines n'avaient pas tout fait pour faciliter la mission et répondre à nos questions.

Et que lui avez-vous répondu ?

E.G. Je lui ai expliqué que le « timing » de notre communiqué du 7 janvier avait été décidé de notre côté, non pour des motifs politiques mais pour des raisons liées au respect des droits humains. La logique est la suivante : si le projet marocain d'autonomie est sur la table et que le Maroc souhaite que les négociations prennent son projet comme base de discussion, il faut regarder celui-ci dans le fond, y compris dans ses aspects relatifs aux droits humains. Il est de notre obligation de poser la question suivante : quelle autonomie pour une région où les libertés d'expression, de réunion et d'assemblée sont bafouées pour ceux qui prônent des projets alternatifs ? Si l'on veut rendre ce projet crédible, il faut accorder aux citoyens de cette région la liberté de s'exprimer pacifiquement, y compris sur des questions primordiales comme celle de leur avenir politique. Tout cela était explicite dans notre communiqué et il est regrettable que les autorités semblent avoir négligé le lien crucial entre les droits humains et un projet crédible pour l'avenir de cette région...



Une délégation syndicale européenne dans les territoires occupés



C'est en octobre 2005 à Rome lors d'une réunion syndicale internationale de soutien à la cause sahraouie que nous avons décidé de nous rendre dans les territoires occupés. (voir Sahara Info n° 134)

Une délégation syndicale européenne CGT France, CCOO Espagne et CGIL Italie s'est donc rendue à Lâayoune du 18 au 22 février dernier (c'était la première fois qu'une délégation syndicale se rendait dans les territoires occupés). L'objectif était principalement de contribuer à rompre l'isolement des salariés et retraités sahraouis, de constater leur vécu quotidien afin d'en porter témoignage, et d'informer les plus anciens de notre volonté commune d'agir pour la restitution de leurs droits spoliés (droit à pension, à indemnisation...). Pour la venue de notre délégation, des centaines de salariés actifs et retraités venant de tout le territoire occupé s'étaient mobilisés. La première rencontre (19 février) a été la plus importante par la participation (150 sahraouis ont pu entrer dans les sous-sols de la maison). Mais elle n'a pas été la plus productive dans la mesure où très rapidement la police (police royale, DST, police secrète, renseignements Généraux), et le Gouverneur de la province y a mis fin.

Elle a dispersé les travailleurs et au bout d'une heure d'interrogatoire, a emmené la délégation européenne et notre camarade EDDIA dans les bâtiments de la sécurité de l'Etat. Nos passeports nous ont été retirés et nous avons subi un deuxième interrogatoire de deux heures avant d'être libérés sur intervention diplomatique européenne. Le lendemain Sidi Ahmed a de nouveau été arrêté, et durant tout notre séjour nous avons été pris en filature policière, la volonté d'intimider était flagrante.

Ces arrestations ont eu un retentissement allant bien au-delà des frontières du Sahara occidental. De nombreux articles de presse en ont fait état, et pour la plupart les ont fortement condamnées (Algérie,

Espagne, Italie, Brésil, Pérou, Argentine...). La presse marocaine elle-même y a fait allusion dans plusieurs journaux. A cela il y a lieu de rajouter deux interview sur RFI, la lettre de la CGT à l'Ambassade du Maroc (concluant ce compte-rendu), les communiqués de la CGIL et des CCOO.

Concernant les mines de phosphate de Bou Craa que nous n'avons pu voir que de loin, un seul chiffre témoigne de la politique marocaine : 1600 sahraouis y travaillaient en 1968, ils ne sont plus que 200 sur les 1900 salariés de l'entreprise. 200 sahraouis subissant toutes discriminations possibles et imaginables. Nous avons obtenu de nombreux écrits.

Pour conclure d'une phrase sur les suites que nous comptons donner à cette importante mission, je dirai que la CGT, les CCOO et la CGIL, nous travaillons désormais de concert à la construction d'initiatives et d'interventions syndicales nationales et européennes solidaires. (Une première lettre de la CGT vient d'être envoyée à l'Ambassadeur du Maroc en France, elle peut-être consultée sur le site de la CGT)

Jean Jacques Guigon, CGT

« Tout le monde attend votre retour ! Même les Marocains se sont rendus compte de leur erreur de vous avoir arrêtés. Ils n'ont sans doute pas pensé combien cette arrestation entraînerait de réactions partout dans le monde.

Votre délégation syndicale a cassé le mur du silence et a réalisé ce que personne n'avait pu faire jusqu'à présent. En effet, vous avez en très peu de temps rencontré toutes les couches sociales au Sahara. Vous nous avez donné un nouvel espoir et on a senti que nous n'étions plus seuls. Merci encore pour ce temps passé avec nous »

Sidi Ahmed Eddia

15.12.2007

L'évêque de Laghouat, Mgr Claude Rault, a lancé un appel à la solidarité avec les réfugiés sahraouis après sa visite des campements.

18.12.2007 **Vandalisme**

Le scientifique britannique Nick Brooks a dénoncé auprès des autorités onusiennes les dommages causés volontairement à divers sites archéologiques situés dans les territoires libérés du Sahara occidental par des membres de la MINURSO.

07-09.01.2008

Rencontre maroco-sahraouie - Manhasset III

Aucune avancée n'a été réalisée au cours des trois jours d'entretiens. Les parties se sont néanmoins accordées pour se rencontrer à nouveau à Manhasset du 11 au 13 mars.

10.01.2008

Le parti norvégien du Centre, un des trois partis de la coalition gouvernementale, demande dans une résolution de son comité exécutif que le gouvernement norvégien reconnaisse la RASD. Le parti Socialiste de gauche, également membre de la coalition gouvernementale, avait fait la même demande en avril 2007.

21.01.2008 **RASD-Chili**

Des personnalités chiliennes exigent la reconnaissance de la RASD par leur gouvernement.

22.01.2008 **Pétrole**

La RASD annonce que le deuxième appel d'offres pour la prospection pétrolière sera lancé à Houston, Texas, USA, le 5 février 2008. L'offre comprend trois blocs on shore et six off shore.

05.02.2008 **pétrole**

Mhamed Khadad, membre du Secrétariat national du Front Polisario, a présenté à Houston, Texas, au nom de la RASD le second round d'offre de licences de pétrole en présence de représentants de sociétés pétrolières et de la presse spécialisée.

14/17.02.2008 **Afrique**

Une délégation de l'Union nationale des femmes sahraouies a pris part à Johannesburg aux travaux du 9^e Congrès de l'Organisation panafricaine des femmes a élu l'organisation sahraouie représentante des femmes africaines aux Nations unies.

27.02.2008 **Tifariti – 32e anniversaire de la proclamation de la République sahraouie**

Les célébrations officielles se sont déroulées à Tifariti, dans les territoires libérés. Quelques jours auparavant, le président algérien Bouteflika avait félicité son homologue sahraoui à l'occasion de la fête nationale, formant « *le vœu que le quatrième round de négociations, prévu à Manhasset courant mars 2008, permette de parvenir à une solution politique fondée sur l'auto-détermination du peuple du Sahara occidental* ».

24.02.2008 **ASPECF**

La bibliothèque du Centre culturel francophone d'Aousserd, gérée par l'Association sahraouie pour la promotion de l'échange culturel. Ce centre s'appelle « *Centre Annick Miské-Talbot* ».

25.02.2008 **Marathon**

La 8^e édition du Sahara Marathon a réuni 500 athlètes de différentes nationalités. Cet événement sportif humanitaire a permis de réunir 22 500 US\$ destinés à la construction d'un centre sportif dans les camps de réfugiés.

SAHRAOUI ET MAROCAINS EN RECHERCHE DE CONVERGENCES RESPECTUEUSES DU DROIT

Appel pour la paix au Sahara occidental

Nous, groupe de militants du Forum Social Maghrébin :

- Conscients des répercussions néfastes de la crise que traverse actuellement la région du Maghreb du fait du conflit opposant, au Sahara occidental, l'Etat marocain au Front Polisario sur l'ensemble des populations de la région ;
- Considérant les conséquences négatives de ce conflit qui a entravé le développement de la région dans tous les domaines en créant un foyer de tension permanente pendant plus de trois décennies ;
- Considérant le nombre de victimes tombées des deux côtés jusqu'en 1991 et les ressources matérielles considérables dilapidées du fait du conflit, au détriment du développement économique de la région et du bien-être de ses peuples ;
- Considérant les effets néfastes du conflit sur des droits humains, et ayant donné lieu à d'innombrables enlèvements, disparitions forcées, arrestations, détentions arbitraires, procès iniques, déplacements collectifs et forcés, etc. ;
- Considérant que ce conflit constitue une entrave aux aspirations des peuples du Maghreb à la paix, à l'unité et à la démocratie politique, économique, sociale et culturelle ;

Proclamons la constitution d'un organisme civile ouvert à toutes les potentialités et tous les organismes maghrébins et internationaux portant le nom d'Initiative pour la Paix au Sahara occidental (IPSO), et visant la réalisation des objectifs suivants :

- Œuvrer pour une solution pacifique du conflit du Sahara occidental sur la base de la légalité internationale et accompagner le processus de négociations en cours entre l'État Marocain et le Front Polisario sous l'égide de l'ONU ;
- Œuvrer pour l'instauration d'un climat de confiance entre les peuples de la région maghrébine et méditerranéenne pour réunir les conditions nécessaires au succès des initiatives de paix ;
- Œuvrer pour la création des conditions nécessaires à un réel développement de la région du Maghreb et de la Méditerranée et pour la mise en place des fondements requis pour l'édification du Maghreb des peuples, nécessité historique inéluctable ;
- Veiller au respect de l'intégralité et de l'universalité des droits humains et en faire le cadre régissant l'espace maghrébin et méditerranéen où prévalent les valeurs de tolérance et de démocratie.

Coordinateur de l'IPSO : Lahcen MOUTIK – lmoutik@yahoo.fr / ipso.ws@gmail.com

LA MAP AGENCE DE DÉSINFORMATION ?

La MAP (MAROC PRESSE) au service d'un pouvoir qui pervertit toute initiative de bonne volonté

Suite à la réunion du forum social de Bouznika où Sahraouis et Marocains ont adopté un texte commun (voir appel de l'IPSO ci-dessus), la machine de propagande de la MAP s'est mise en marche !

Alors que cette initiative a réuni dans un atelier consacré à la paix près de 300 personnes, qu'une position commune respectueuse du droit entre Sahraouis et Marocains a été adoptée, la MAP évoque quelques jours plus tard « *la création d'un groupe sahraoui indépendant, le GSI* » plus loin « *ce groupe prétend ne pas se sentir représenté dans les délégations du Maroc et du Polisario* » et affirme « *que le peuple sahraoui a droit de choisir son destin sans pression de quelque nature que ce soit* » Ainsi ce groupement présenté par la MAP remet en cause la légitimité du Polisario, il est représenté par un vague « *Mokhtar* » ! **La volonté de nuire à cette démarche de paix est manifeste ainsi que d'étouffer en la dénaturant toute possibilité de rapprochement entre Sahraouis et Marocains ayant la volonté de briser le tabou de la marocanité du Sahara.**

Bachir Moutik

Bachir Moutik, du Congrès au forum social, l'engagement d'un Sahraoui de conviction



Vous avez pour la première fois participé à un congrès du Polisario en tant que délégué de l'AFAPREDESA, quelles impressions en avez-vous tirées ? Est-ce que ce congrès vous a encouragé à poursuivre votre engagement aux côtés de l'AFAPREDESA et du Polisario ?

Tout à d'abord, permettez-moi de remercier l'ensemble de l'équipe de la publication Sahara info pour tout le travail d'information et de sensibilisation qu'elle effectue en France, d'une manière continue, pour faire connaître le conflit du Sahara occidental ainsi que le combat que mènent les Sahraouis pour jouir de leur droit à l'autodétermination.

Je tiens également à cette occasion à remercier l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie AARASD, bureau, conseil d'administration et adhérents pour les actions qu'elle mène en faveur du peuple sahraoui soit dans les campements, dans les territoires occupés et en France.

Pour revenir à votre question, ma participation au 12^e congrès du Front Polisario, qui été organisé dans la localité de Tifariti dans les territoires libérés du Sahara occidental, était pour moi une expérience très riche à plusieurs niveaux : politique, humain et militant. En tant que congressiste, j'ai assisté à l'ensemble des travaux du congrès : plénières, commissions et élec-

tions. Durant ces travaux j'ai été marqué par la qualité des débats et aussi par les critiques des congressistes envers la direction du front Polisario. Les débats se déroulaient dans un climat de respect et de liberté : les congressistes critiquaient tous les aspects de la gestion de la direction nationale. L'un des moments forts de ce congrès pour moi était la volonté affichée et déclarée de l'ensemble des congressistes, militaires et civils, de reprendre les armes au cas où les négociations n'aboutissent pas à une solution permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Ainsi que la déclaration du Secrétaire général du Front Polisario concernant la limitation des mandats et le quota pour les femmes. En plus l'élection de la première femme au sein du Secrétariat National, est un événement de première importance dans l'histoire du peuple sahraoui. Le nombre de sièges obtenu par les femmes lors des dernières élections du parlement sahraoui, vient confirmer cette tendance et c'est une réponse claire et nette aux allégations mensongères du Maroc concernant l'élection d'une femme au sein du Secrétariat National.

Durant ce congrès j'ai été désigné pour faire partie de la commission chargée des élections du Secrétaire général et du Secrétariat National. Membre de cette commission, j'ai pu constater la transparence et la rigueur de son travail. Je peux affirmer que le vote dans ce congrès n'était pas du tout « arrangé » mais correspondait réellement à une confiance renouvelée et sincère aux principaux dirigeants.

L'expérience du Front Polisario en matière de démocratie peut servir d'exemple aux pays voisins mais aussi aux chercheurs qui s'intéressent à la démocratie dans les pays du Maghreb.

Bien sûr en rentrant du congrès, je suis encore plus déterminé à continuer mon engagement de défendre le droit d'autodétermination de mon peuple à travers la défense des droits humains au sein de l'AFAPREDESA-France et aussi aux côtés du Front Polisario.

Le MRAP intervient au Conseil des droits de l'homme en faveur de la liberté d'expression au Sahara occidental

Gianfranco Fattorini est intervenu ce 12 mars 2008 devant le Conseil de Droits de l'homme à Genève. Il a rappelé qu'au Sahara occidental les libertés d'opinion et d'expression sont systématiquement violées, constat régulièrement fait par toutes les missions qui peuvent s'y rendre.

Il fait état suivant plusieurs sources concordantes des pressions qui s'exerceraient sur le bureau du haut-Commissariat afin que le rapport de la mission de mai - juin 2006 réalisée au Sahara occidental, ne soit pas rendu public.

Il se dit d'accord avec la Secrétaire d'Etat, Madame Rama Yade qui a déclaré devant ce même Conseil « *la liberté de pensée et d'expression est une valeur essentielle. Hélas elle peut-être une des cibles des régimes autoritaires. Ne trahissons pas ceux qui se battent avec courage, ne revenons pas en arrière jamais* ». / ...

Il a terminé en demandant au Conseil de garantir la liberté d'expression du haut-Commissariat en faisant en sorte que le rapport soit publié officiellement.

Extrait de la position du bureau de l'AARASD prise à la réunion du 7 décembre 2008

Le bureau de l'AARASD, réuni ce 7 décembre 2008, a pris connaissance du texte proposé par l'IPSO. Il observe avec intérêt la démarche proposée par l'IPSO et la volonté de trouver avec les militants et associations marocaines des points de rencontre et de discussion à même de favoriser la recherche d'une solution politique respectueuse de la légalité internationale. L'AARASD rappelle que, pour elle, la solution politique réside dans la mise en œuvre du droit à l'autodétermination au bénéfice des Sahraouis.

27.02.2008

Le président de la République sahraouie a ouvert la session du Parlement nouvellement élu qui comprend un tiers de femmes et de nombreux jeunes. 126 candidats s'étaient présentés pour les 52 sièges à repourvoir. À cette occasion, Abdelaziz a déclaré que le choix de Tifariti comme capitale provisoire de la RASD est une « réaffirmation de notre souveraineté désormais consacrée sur nos territoires libérés ». Le parlement a reconduit Mahfoud Ali Beïba comme président. Il a inauguré un complexe sportif, financé par l'Afrique du Sud, comprenant un stade de football, une salle de handball et de volley-ball, une piscine, des bâtiments administratifs et des logements sociaux, ainsi qu'un petit barrage, l'hôtel de ville, le siège du Parlement, une mosquée, un hôpital, une école et des logements pour les habitants de la localité. Mohamed Abdelaziz a encore présidé à la promotion de 400 élèves de l'école militaire « *Chahid El Wali* ».

2.03.2008 Contre-offensive marocaine

Le 26 février 2008 une centaine de personnes auraient rallié le Maroc au point de frontière de Guerguerat, échappées des camps de réfugiés sahraouis selon l'agence officielle marocaine MAP. Selon une autre source, il s'agirait de Mauritaniens et de Sahraouis vivant en Mauritanie. Cette action spectaculaire a été orchestrée par Khalihenna ould Rachid, président du CORCAS, et Hamada ould Darwich, riche homme d'affaires mauritanien, ex-directeur général du Port de Nouadhibou, ex-propriétaire de la BACIM Bank, candidat malheureux aux élections de 2006 à Bir Moghrein et enfin cousin de Hakim Ibrahim, ex-ministre des Affaires étrangères de la RASD, de son vrai nom Ibrahim ould Darwich.

06/14.02.2008 Tournée de Peter van Walsum dans la région

Le responsable onusien a déclaré à l'issue de sa réception par le Président de la République, Mohamed Abdelaziz, que « *les positions des parties sont encore très éloignées* » et qu'« *il n'a pas de nouveau plan pour sortir de l'impasse* ».

19.02.2008 Kosovo

Le représentant du Front Polisario en Espagne, Bouchraya Beyoun, a déclaré à Madrid que « *l'exemple du Kosovo démontre clairement qu'il existe au sein de la communauté internationale la pratique de « deux poids deux mesures » lorsqu'il s'agit de faire face aux processus d'indépendance et ce, au gré des intérêts des puissances mondiales* ». Ni le Maroc ni l'Algérie n'ont reconnu l'ancienne province serbe.

25/29.02.2008 Tournée de David Welch au Maghreb

À Alger, au sujet du Sahara occidental, le responsable américain a souligné que « *tout règlement doit respecter le droit du peuple sahraoui, y compris son droit d'avoir son mot à dire dans cette solution* ».

06.02.2008 armement

La compagnie hollandaise Damen Shipyards Group a vendu trois corvettes de guerre Sigma au Maroc.

22.02.2008

Le chercheur et spécialiste de l'Afrique du Nord Hugh Roberts a demandé un droit de réponse à la MAP, qui avait gravement déformé ses propos dans un article du 13 février sur une conférence donnée

Quel militant sahraoui êtes-vous ? Quel est votre parcours personnel ?

Question très difficile. Impossible d'y répondre en quelques lignes. **Mais brièvement, quand j'ai ouvert les yeux dans ce monde, j'ai appris que mes quatre frères étaient en prison parce qu'ils défendaient notre droit à l'autodétermination. À partir de mes trois ans, j'ai rendu visite en compagnie de ma famille à mes frères en prison. Et j'en garde des souvenirs très mitigés entre fierté d'être leur frère et crainte pour leur vie, celle du reste de ma famille et la mienne.** J'ai fait mes études entre Guelmim, Agadir et Casablanca jusqu'en 1998. **Durant cette période j'ai milité pour la défense de notre droit à l'autodétermination en m'engageant dans différents syndicats étudiants, associations et comités de défense des droits de l'homme.**

En 1998, j'ai obtenu une inscription pour finir mes études en France. J'ai étudié jusqu'à 2001, année où j'ai obtenu mon diplôme. Et depuis je travaille et j'habite en région parisienne.

En France j'ai poursuivi mon engagement et j'ai milité pour notre cause. Je me considère comme un militant progressiste et démocrate. Je milite activement pour la défense des droits humains au Sahara occidental et aussi partout dans le monde. Je suis pour le dialogue entre les sociétés civiles du Maghreb pour réfléchir et travailler ensemble pour la construction du Grand Maghreb des Peuples. Je milite également dans des associations de développement durable et de sauvegarde des oasis.

Vous avez participé l'an dernier au forum de Bouznika, que pensez-vous de la réunion qui s'est tenue cette année et de l'initiative prise par certains – sahraouis et marocains – pour établir des ponts entre ces deux peuples ?

Effectivement j'ai participé, à côté d'autres sahraouis, en février 2006 à l'assemblée préparatoire du Forum Social Maghrébin (FSMAGH). Le point le plus important de cette assemblée était l'identification du conflit du Sahara occidental comme thématique principale pour le Forum Social Maghrébin. Et aussi, l'acceptation de la dynamique sociale sahraouie, l'ensemble de la société civile sahraouie, comme une composante de cette assemblée préparatoire et aussi du comité de suivi du FSMAGH.

Normalement le Forum Social Maghrébin devait se tenir en janvier 2008 à Nouakchott en Mauritanie. Mais à la dernière minute, et après avoir donné son accord dans un premier temps, le gouvernement mauritanien a demandé le report du Forum Social Maghrébin.

Après cette décision du gouvernement mauritanien, une rencontre a été organisée par le forum social marocain à Bouznika le 25-26 et 27 janvier 2008. Cette rencontre s'inscrivait dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux à l'appel du Forum Social Mondial. Les dynamiques maghrébines ont participé et contribué à cette rencontre.

Lors de cette rencontre un atelier a été consacré à la résolution du conflit du Sahara occidental. Le premier aspect positif de cet atelier est sa tenue même à quelques kilomètres du palais royal., plus de 250 personnes ont assisté à cet atelier. Les débats de cet atelier ont été riches et contradictoires, ils ont mis l'accent sur la nécessité de multiplier les espaces de débats, concernant le conflit du Sahara occidental, dans le respect de la diversité des positions en vue de créer les conditions d'une ré-appropriation du débat par la société marocaine.

En effet, il ne faut pas oublier que le régime marocain a toujours monopolisé la gestion du conflit du Sahara occidental et a écarté l'ensemble de la société civile marocaine de tout débat contradictoire. Le seul discours qui existe au Maroc, à part celui de la Voie démocratique et de l'AMDH, est celui du Makhzen : la marocanité du Sahara.

C'est dans cet esprit que l'appel de l'Initiative pour la Paix au Sahara occidental (IPSO) a été lancé par des militants sahraouis, marocains, maghrébins et internationaux.

Cet appel est très important car il permet de jeter des ponts de débats entre la société civile sahraouie et marocaine et aussi avec l'ensemble des Maghrébins pour aider à la solution du conflit du Sahara occidental dans le respect de la légalité internationale et bien sûr en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination. **Ce genre d'initiative est nécessaire et mérite d'être encouragée pour amorcer le débat et les échanges entre les Maghrébins en vue de résoudre le conflit du Sahara occidental et aussi pour l'édification d'un Maghreb des peuples, un Maghreb solidaire, un Maghreb de paix et prospérité partagée, un Maghreb démocratique et respectueux des droits politiques.** À cette occasion, je salue la décision prise par l'association AARASD d'appuyer cet appel et cette Initiative pour la Paix au Sahara occidental.

L'apprentissage du français dans les camps de réfugiés sahraouis

Depuis 2003, l'association AGIRabcd Bourgogne organise des sessions de formation à la langue française dans les camps de réfugiés, essentiellement à Aousserd. En 2007 une étape importante a été franchie, puisque les stagiaires les plus motivés de ce premier cycle ont bénéficié d'un stage diplômant à Alger.

Ce stage avait été précédé d'une session de formation dans le campement d'Aousserd, réalisée par Roger Guyot, du 14 avril au 12 mai 2007. Un seul intervenant, parce que le deuxième, qui devait partir pour Alger dès le 12 avril, en a été dissuadé à la suite de l'attentat survenu le 11 dans la capitale algérienne. Roger Guyot, lui, est parti comme prévu le 14. C'était son deuxième séjour dans les campements sahraouis. Il y a relancé

l'action d'AGIRabcd, interrompue en 2006. Il a repris contact avec nos anciens stagiaires, avec l'aide de notre coordinateur sahraoui, et, à l'issue de ses 4 semaines de formation, a proposé aux meilleurs et aux plus motivés de s'inscrire en vue du stage final à Alger. Il a réalisé sa mission dans des conditions matérielles un peu difficiles : il était hébergé dans une famille où les échanges n'étaient presque pas possibles, son hôtesse ne parlant ni français ni espagnol. Par ailleurs, il a souffert des restrictions alimentaires qui sont le lot des réfugiés sahraouis depuis que les organismes internationaux ont réduit leur contribution.

Après cette intervention, le stage diplômant pouvait être organisé à Alger, en partenariat avec le Centre de formation linguistique Formasup. En effet, une convention tripartite liant AGIRabcd Bourgogne, le Centre Formasup et l'UJSARIO avait été signée fin 2006, l'objectif étant d'offrir une session intensive de français aux stagiaires sahraouis dans ce centre spécialisé et de faire valider leur niveau de langue en fin de stage.

Le stage à Alger s'est déroulé du 31 mai au 23 juin 2007, sous la responsabilité de la coordinatrice du projet, Monique Roussel. Cette session exceptionnelle a été une réussite grâce à la mobilisation de tous les partenaires. Dans les campements, Mohamed Mahmoud a fait le nécessaire pour préparer le départ des 8 stagiaires ; les responsables de l'UJSARIO ont fait confiance à l'Association

AGIRabcd, chargée du financement, et ont avancé le prix des billets de bus pour le trajet Tindouf-Béchar-Alger. Sur place, à Alger, l'équipe de la Maison diocésaine a facilité le plus possible la vie du groupe, hébergé là pendant trois semaines ; la représentation de l'UJSARIO à l'Ambassade de la RASD a mis un véhicule et son chauffeur, Saïd, à notre disposition ; le Centre Formasup a assuré la formation de façon professionnelle et conviviale à la fois et a, par exception, assuré la restauration du groupe sur place. Le directeur, Amine Okbi, a permis aussi que nous gardions la salle de cours



Soirée de révisions à la Maison diocésaine avant le test final.

l'après-midi, pour les exercices complémentaires menés par l'intervenante d'AGIRabcd.

Les stagiaires ont profité au maximum des conditions qui leur étaient offertes et ont tous remarquablement amélioré leur niveau en français.

Au terme de ce cycle de formation, l'association met à la disposition des autorités sahraouies un groupe de jeunes adultes susceptibles d'initier les enfants au français dans les écoles (ou de mettre leurs compétences au service d'autres organismes). Il reste à suivre ce qu'ils sont effectivement devenus. Il y a en effet un point faible dans notre collaboration : c'est le manque d'échanges avec notre partenaire dans les campements.

Nous préparons néanmoins les actions 2008 : deux sessions de 4 semaines pourraient être organisées dans les campements, la première au printemps (avril-mai), la seconde à l'automne (octobre-novembre). Deux intervenants d'AGIRabcd partiront à chaque fois. Le lieu de formation relève des responsables sahraouis, ainsi que le recrutement des stagiaires. Rappelons que le financement est assuré par les subventions de l'Ambassade de France en Algérie, du Conseil Général de Côte-d'Or, de la Mairie de Fontaine-lès-Dijon, par les fonds propres d'AGIRabcd, par des dons et par les recettes de diverses manifestations, enfin par la contribution personnelle des intervenants.

Tout en préparant le début de ce nouveau cycle, l'équipe d'AGIRabcd cherche à améliorer l'efficacité du dispositif en se rapprochant d'autres organismes, avec lesquels prévoir éventuellement un fonctionnement en alternance, pour offrir aux stagiaires un plus grand nombre de sessions de français dans l'année. À suivre.

Monique Roussel

à Barcelone sur le thème « Sahara occidental : Les Coûts du Conflit pour le Développement du Maghreb »

AIDE HUMANITAIRE

La situation alimentaire des réfugiés sahraouis reste « toujours critique », selon le président du Croissant rouge sahraoui (CRS). Selon Bouhebeini, les réfugiés sahraouis ne sont pas approvisionnés en lait, pâte et riz depuis plusieurs mois.

Les nouvelles des territoires occupés

Les interpellations et arrestations se sont poursuivies dans les territoires. Les policiers marocains vêtus ou non d'uniforme officiel se concentrent à proximité voire à l'intérieur même des établissements scolaires et dans les quartiers majoritairement sahraouis. Les provocations sont courantes. Les jeunes cybernautes sahraouis, soupçonnés d'avoir consulté des pages web dévoilant les violations commises par la police marocaine, sont insultés ou interpellés.

Lors de sa réunion à Vilnius le 2 décembre, le conseil de l'Union des Étudiants Européens (UEE), organisation faitière de 47 organisations nationales de 36 pays, a adopté à l'unanimité une motion demandant la protection des étudiants sahraouis.

01.11.2007 El-Ayoun

Sadik Boullahi, membre du bureau exécutif de l'ASVDH, a été condamné en première instance à six mois de prison et une amende de 5 000 DH pour « création d'une association non autorisée. »

14.11.2007 El-Ayoun

Khalihenna Dlimi, Barkou Ahmed et Mouloud, accusés de crimes imaginaires, ont été condamnés à un an, Hamid à un an et demi de prison.

03.12.2007

Le président du Comité local de l'ASVDH à Boujdour, Mohamed Tahlil, a été condamné à trois ans de prison le 19 septembre 2007 pour « constitution d'une bande criminelle ». Il a comparu le 4 décembre en appel. Sa peine a été réduite à 2 ans de prison.

03.11.2007

Une délégation de Human Rights Watch, conduite par Eric Goldstein, effectue une visite dans les territoires occupés du Sahara occidental pour s'enquérir de l'évolution des droits de l'Homme.

13-14.11.2007

Sabah Khoury, responsable du département des Droits de l'Homme au Ministère des Affaires étrangères américain, a séjourné deux jours à El Ayoun, accompagnée de Craig Karp, conseiller auprès de l'ambassade US à Rabat. La délégation a insisté pour visiter la prison noire.

22-24.11.2007 4^e Dublin Plateforme

Ce colloque international organisé par Front Line permet d'exposer les atteintes aux droits des défenseurs des droits humains, d'établir des contacts entre défenseurs et d'évoquer des expériences pratiques. Aminatou Haidar est intervenue pour parler de la situation au Sahara occidental.

29.11.2007 El-Ayoun

Une fosse commune renfermant les restes mortels de cinq personnes a été découverte par hasard le 20 novembre près de l'enceinte est de la prison noire.

26.11.2007

Le jeune étudiant sahraoui à l'université d'Agadir, Al Koumani Faisail Al Houssein Saleh, est décédé après avoir été percuté successivement par deux voitures devant l'université.

17.12.2007 Madrid

Le juge Baltasar Garzon a auditionné les descendants de quatre Sahraouis disparus et décidé d'entamer une procédure pour génocide au Sahara occidental contre 13 responsables marocains. Des manifestations ont eu lieu à Smara le 18 décembre en soutien au Congrès du Front Polisario.

14.12.2007 El-Ayoun

Daha Rahmouni, membre du bureau exécutif de l'ASVDH, et Brahim Elansari, membre de l'AMDH (section d'El-Ayoun), ont été arrêtés et libérés 48 heures plus tard. Human Rights Watch a demandé aux autorités marocaines une enquête sur les mauvais traitements et violences subies par ces défenseurs des droits humains durant leur détention.

26.12.2007 Smara

Arrestation à Smara de Saïd Mustapha El-Beïllal, membre du Comité de soutien à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, Beïllal est accusé par la justice marocaine « d'avoir participé au XII^e congrès du Front Polisario ».

04.01.2008 Smara - nouvelle fosse commune.

07.01.2008 appel

L'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch a lancé un appel au Maroc pour le respect de la liberté d'expression au Sahara occidental, condition préalable à la négociation d'une solution respectant la volonté de la population.

11.01.2008 USA-Maroc

Le porte-parole du département d'Etat Tom Casey, dans sa réponse à une question, a déclaré que les USA estiment que la proposition marocaine est une option sérieuse et crédible et espèrent que le Polisario sera d'accord de la discuter.

11.01.2008 France-Maroc

Deux membres de la délégation marocaine ont été reçus à Paris immédiatement après les discussions de Manhasset.

14.01.2008 Rabat

Le procès de l'activiste sahraoui des droits humains Saaïd Moustapha El Beïllal s'est déroulé en l'absence du prévenu. Quatre avocats sahraouis et cinq observateurs internationaux étaient présents. Beïllal a été condamné à huit mois de détention pour incitation à l'émeute, attroupement armé et atteinte aux agents de la fonction publique durant l'exercice de leur fonction.

28.01.2008

La section française d'Amnesty international s'est adressée au ministre marocain de la Justice pour exprimer sa vive préoccupation concernant les restrictions imposées aux activités des groupes de défense des droits humains au Sahara occidental.

23.01.2008 Conseil de l'Europe

Intervenant lors des débats sur la coopération entre le Conseil de l'Europe et les pays du Maghreb, Jean-

UNE SEMAINE COMME LES AUTRES ?

Chaque année depuis combien d'années? Je prends le chemin de Tindouf et des campements sahraouis pour renouer le fil d'une conversation interrompue pendant quelques mois...

Les raisons de se rendre à Tindouf furent nombreuses et variées, l'ultime et commune raison étant sans doute de se retrouver au milieu d'amis chers qui prennent de plus en plus et de mieux en mieux soin de vous. Depuis longtemps j'ai préféré laisser la parole à d'autres pour raconter ce voyage, initiatique pour certains et perturbant pour d'autres. Cette année mon retour coïncidant avec la publication d'un Sahara info après une semaine riche en rendez-vous et événements, cette situation m'a décidée à proposer au journal une petite chronique.



OAvant d'aller à Tindouf, je me suis arrêtée trois jours à Alger pour participer à une réunion européenne destinée à coordonner les solidarités humanitaires et politiques. Elle était cette fois-ci invitée par le CNASPS, comité de solidarité algérien avec le peuple sahraoui. Les responsables du comité déploierent tout leur savoir faire pour bien nous recevoir et témoigner de la chaleureuse solidarité, de la société civile algérienne, en faveur des Sahraouis. Militants, maires d'Alger et de Ben Aknoun, parlementaires, Président du Croissant rouge algérien et bien d'autres étaient présents pour dire leur engagement à soutenir le droit à l'autodétermination des Sahraouis.

Ces situations nous les connaissons bien qui se reproduisent régulièrement à l'occasion des conférences européennes ou atmosphère bon enfant et protocole coexistent sans problème où surtout se reforge les énergies et les courages pour poursuivre une lutte que chacun sait juste mais difficile et devenue si longue.

Ce qui est différent à Alger c'est la présence attentive, nombreuse de la presse, écrite et radio télé.

Cette affaire du Sahara est prise très au sérieux par les médias algériens, proches du pouvoir ou indépendants. Elle reste centrale dans les préoccupations de politique étrangère et dans l'appréciation de la place de l'Algérie au Maghreb.

Il faut par ailleurs souligner, c'est quelquefois oublié, que le soutien aux Sahraouis, à la RASD est sans équivoque en Algérie. Il n'est pas toujours et partout sur toutes les lèvres mais reste une référence commune et une position de principe partagée.

Le passage à Alger permet aussi les rendez-vous et les échanges. Avec le premier secrétaire de l'Ambassade de France attentif à écouter ce que des militants peuvent dire de leur conviction à soutenir les Sahraouis, à connaître l'évolution des campements, à tenter de percevoir des évolutions de point de vue. Avec l'évêque d'Alger, Monseigneur Tessier, qui ne manque jamais de recevoir les voyageurs de Tindouf, c'est pour lui aussi s'informer de la situation, des engagements humanitaires des ONG proches de l'église comme le CCFD, tout en gardant une position retenue propre

à sa charge. Quelques autres rendez-vous, relais amicaux et professionnels pour organiser les actions solidaires via l'Algérie.

Quelquefois l'Ambassade sahraouie à Alger nous ouvre ses portes pour un thé, une discussion. Cette fois-ci le nouvel ambassadeur Brahim Ghali nous régala d'un vrai méchoui, avant – goût des fêtes dans les campements.

Le voyage vers Tindouf a pris depuis quelques mois un coup de neuf ! Fini les vols domestiques aux conditions incertaines, vive le nouvel aéroport national, résultat de la rénovation de l'aéroport international. C'est plus grand et plus confortable ! L'aéroport de Tindouf, lui n'a pas changé, petit bâtiment saharien, où il fait bon se retrouver dans une ambiance bon enfant où très vite chacun se reconnaît. Un perfectionnement important a été introduit cette année, le tapis roulant pour les bagages roule vraiment !

le bonheur de se retrouver à Tindouf avec les amis et les groupes solidaires

Avec ce vol très chargé de Sahraouis et de groupes de jeunes espagnols, nous arrivons vers trois heures. Les voitures du protocole ou les voitures privées se pressent pour prendre les voyageurs et vite rejoindre les campements à une heure ou personne ne souhaite s'attarder.

Nous rejoignons Tifariti, village de la province de Smara, accessible par une route goudronnée, où « le goudron », progrès pour les hommes et les voitures, explique le grand développement de cette willaya (province) et permet aux habitants de circuler avec toutes les voitures possibles et de développer activités et échanges.

C'est l'ancienne maison de Nouara actuellement habitée par sa nièce qui m'y accueille chaque année, depuis le départ de sa tante en Espagne. J'y ai depuis longtemps mes habitudes, cette maison étant devenue au fil des visites et des années une des étapes amicale des francophones. Nouara est partie comme quelques autres en Espagne. Un choix douloureux c'est certain tant cette femme engagée, militante de la première heure avait sa place ici. Un mari malade, des enfants pour lesquels on cherche un avenir, une lassitude qui s'accumule et qui un jour vous étouffe et un second exil s'impose avec une autre existence à reconstruire dans un pays qui n'est toujours pas le sien. Mais Nouara comme les autres revient dès qu'elle le peut respirer l'air de la hamada devenue au fil du temps patrie de substitution.



C'est mercredi, milieu de semaine, le temps n'est pas au beau et le ciel plombé de nuages nous cachera le soleil une bonne partie de la semaine. Dommage pour la jeune femme qui m'accompagne venue pour les premiers repérages d'un film sur la mémoire, elle ne verra pas de belle lumière, plutôt des nuages et du sable.

Le premier jour on se repose, on prend ses marques et on établit « son programme » et les premiers contacts à prendre. Mohamed Mahmoud et Adou El Hadj, amis et interprètes, s'y emploient comme à leur habitude et font en sorte que cette semaine se passe au mieux comme nous le faisons les uns et les autres quand eux ou d'autres viennent accompagner les enfants sahraouis chaque été.

Jeudi, le premier rendez-vous est au plus proche. Dans la commune voisine, Haouza village jumelé depuis 1982 avec Le Mans. J'ai besoin de rencontrer le maire, les enseignants de l'école primaire qui est en cours de rénovation et de rééquipement. Avec l'Autriche qui avait construit ces classes en bois dans les années quatre-vingt, la ville du Mans s'est employée à les rénover depuis deux ans. C'était urgent tant les conditions de travail pour les enfants et les enseignants étaient devenues précaires. C'est beaucoup mieux aujourd'hui mais une partie du mobilier a encore besoin d'être remplacé. Ce sera fait en avril avec l'arrivée de la nouvelle caravane mancelle et la suite du mobilier scolaire stocké au Mans, donné en 2006 par le Collège du Sacré-Cœur.

D'autres projets sont en préparation dans ce cadre des relations bilatérales entre un village du sud exilé depuis trente ans et une ville du « Nord ». Un dossier proposé à la région Pays de Loire va permettre d'équiper l'école primaire d'une bibliothèque suivant la volonté des enseignants et d'améliorer pour quelques jours l'alimentation des enfants qui viennent bien souvent à l'école le ventre creux.

Le maire nous parle des personnes âgées de la commune. Trente deux ans sur la hamada de Tindouf, dans un exil certes maîtrisé mais difficile, laisse des traces et abîme les corps comme les esprits. Le maire a dénombré 110 personnes âgées

Paul Lecoq, du groupe de la Gauche Unie européenne, a fustigé la notion de « consolidation territoriale du Maroc » évoquée au sujet de la question du Sahara occidental. « *Faut-il comprendre que les « marches vertes » permettant l'occupation du Sahara occidental, la guerre et l'exil forcé de milliers de Sahraouis seraient considérés par le Conseil de l'Europe comme une consolidation territoriale* », s'est interrogé le député français, qualifiant d'« *inacceptable* » cette notion.

6.02.2008 Procès à El-Ayoum

Nafai Sah et Mohamed El-Boussati, arrêtés entre le 17 juin et le 7 juillet 2007 et accusés d'avoir brûlé une voiture de police, ont été condamnés le 6 février en appel à un an de prison ferme. Deux avocats espagnols et un suisse ont assisté au procès. Mohamed Boutabaa a été condamné le 27 février à un an de prison, accusé d'avoir brûlé une voiture d'un militaire. Deux observateurs ont assisté au procès, Luis Mangrané, avocat espagnol et Patrick Herzog, avocat suisse.

09.02.2008 corruption

Une grande partie des personnes encouragées en 1991/92 par le gouvernement marocain à s'établir au Sahara occidental dans les camps dits de l'Unité, en prévision du référendum, a regagné leurs anciens domiciles. Seules 5 000 personnes y résident encore, alors qu'elles étaient 21 000 en 1991. Mais les absents perçoivent toujours les aides alimentaires du gouvernement et les revendent à leur profit. Le montant annuel dépensé par le gouvernement serait de 640 millions de DH. Profitent aussi de ces trafics de hauts gradés des FAR, des notables sahraouis et des officiels gouvernementaux marocains. Le quotidien Assabah publie une liste de 16 noms ainsi que les quantités de farine qu'ils se sont appropriés. (Assabah, 09.02.08, quotidien marocain arabophone)

19.02.2008 El-Ayoum

Une délégation de syndicalistes composée de représentants de la CGT France, de la CGIL Italie et des CCOO Espagne s'est rendue au Sahara occidental pour rencontrer les travailleurs et retraités sahraouis de la mine de phosphates de Boucrâa et de l'ancienne administration espagnole. Ce sont plus de 22 000 Sahraouis, ouvriers, militaires, fonctionnaires, qui ont été au service de l'Espagne durant la période coloniale et qui revendiquent leur droit à une retraite.

Le 19 février, la délégation européenne a rencontré une centaine de travailleurs et retraités au domicile de Sidi Ahmed Eddia, pour les informer sur les efforts entrepris pour régulariser leur situation auprès de leurs ex-employeurs espagnols. C'est alors que la police marocaine a arrêté les syndicalistes européens ainsi que le représentant des travailleurs et retraités de Fosbucraa, Sidi Ahmed Eddia et son épouse.

25.02.2008 Grève de la faim

Les détenus politiques sahraouis de la Prison noire entament une grève illimitée de la faim pour revendiquer le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et dénoncer les violations des droits humains au Sahara occidental. Ils expriment aussi leur solidarité avec tous les détenus sahraouis au Maroc et avec les détenus politiques marocains, parmi eux les membres de l'Association Marocaines des Droits Humains (AMDH).

qui ont besoin d'aide et sollicite Le Mans pour l'aider à leur faire une vieillesse plus douce, rénovation de leur habitat, climatisation, meilleure alimentation tout semble nécessaire ! Je m'engage bien sûr à transmettre, à informer non seulement les élus du Mans mais les Manceaux qui ne peuvent rester insensibles à ces nouvelles difficultés liées à la durée de l'exil et à la difficulté d'imposer l'autodétermination à la partie marocaine.

A Haouza, le maire se préoccupe d'améliorer la vie des personnes âgées

Le maire nous invite sous une des belles tentes du village pour discuter autour d'un bon repas. Son déroulement en est assez classique et modeste. On commence par se faire passer une écuelle de lait, autrefois lait de chamelle, aujourd'hui de chèvre ou de poudre de lait diluée, premier rafraîchissement de l'invité avant de boire les trois thés. Le repas peut alors commencer avec les plats installés sur de petites tables basses où chacun se sert à sa guise, salades, frites et viandes en sauce, aujourd'hui du chameau. Khatri Adou, le nouveau wali (gouverneur) de Smara nous rejoint pour déjeuner avec nous et prendre quelques instants de repos dans sa nouvelle existence de wali un peu suractive à son goût ! C'est une très bonne surprise car nous nous connaissons de loin. Il est venu au Mans en 1982 pour signer le contrat de jumelage puis en 1986 pour accompagner l'équipe de foot sahraouie qui participait à un tournoi des villes jumelées avec Le Mans.

C'est tout le plaisir de retrouver « *des vieilles connaissances* » revues épisodiquement avec lesquelles les souvenirs peuvent s'égrèner et hospitalité oblige, avec lesquelles s'échangent tant de congratulations ! Avec Khatri on évoque surtout les artisans du jumelage, l'ancien maire du Mans Robert Jarry et « *les deux Jeanine* ». Il se souvient avec émotion de l'expression, bien connue des Manceaux, qui désignait dans les années quatre-vingt-dix les deux adjointes très proches du maire, Jeanine Haudebourg et Jeanine Rouxin.

On revient au présent pour avec le maire préciser les demandes et préparer courriers et dossiers.

Le soir nous partons vers El Aioun et Aoussert par la piste. Je dois rencontrer très vite les responsables de la bergerie d'El Aioun. Le projet est ancien, financé depuis 1991 par le CCFD (Comité Catholique contre la faim et pour le développement) et le ministère français des Affaires étrangères. Il a commencé avec le financement de la mise en

culture d'une vingtaine d'ha dans la willaya d'El Aioun qui installée en partie dans le fond d'un oued, dispose d'eau douce à faible profondeur. Creusement de puits, construction de murs en banco, mise en terre de parcelles, le travail a été important et a permis du maraîchage en parcelles irriguées, aujourd'hui en serres et l'installation d'une bergerie avec production de fourrages.

Le projet est pérennisé depuis 1991 par la volonté des Sahraouis attentifs à produire des légumes et à préserver un petit cheptel même en année sèche, la fidélité du CCFD les accompagne ainsi que l'engagement financier du ministère français attentif à aider dans ce cadre à l'alimentation des campements. Les deux techniciens que je retrouve ont d'autres ambitions, développer de nouveaux savoirs faire en matière d'élevage et apprendre aux Sahraouis le goût du travail de la terre. Ce qui n'est pas facile ! Mais nécessité fait loi, à preuve les jardins familiaux qui se développent et qui permettent aux familles de diversifier leur menu par leurs propres moyens.

Islem et Mouloud, les deux techniciens de la bergerie travaillent depuis trois semaines en bonne entente avec un agriculteur français, ancien berger en Normandie qui a laissé la France et ses facilités pour rechercher autre chose, se mettre au service d'un peuple, d'une cause. C'est aussi ces rencontres qui font la richesse d'une telle semaine !

Le wali (gouverneur) d'El Aioun qu'il faut également rencontrer pour le suivi du « *projet* » n'est pas sur place. On le trouvera en repartant par la

piste, de nuit, vers Aoussert, au pied d'une grande dune, dans un lieu pour moi très improbable, au milieu d'une centaine d'étudiants espagnols venus pour la première fois, accueillis dans le désert sous trois belles tentes bédouines montées là pour un soir et pour faire la fête !

Vendredi, le dimanche ici, on s'accorde un peu de temps pour les retrouvailles avec les amis qui ont jalonné les différents moments des solidarités. Anciens étudiants et institutrices venues en formation en France, anciens représentants, jeunes en formation de français avec AGIR abcd, Nana Rachid poétesse sahraouie venue au Mans pour le salon du livre consacré aux peuples du désert et dont nous allons bientôt éditer l'œuvre poétique en français. On va de l'un à l'autre, on se congratule et on boit le thé tout en s'amusant avec les enfants qui grandissent.

Samedi, début de semaine, il faut reprendre les rendez-vous. Avec Mohamed Mouloud, le secrétaire d'état à la jeunesse, comme souvent débordé de travail. Il prépare le marathon des sables qui commence le lendemain et travaille aux passeports collectifs des groupes d'enfants qui partiront cet été en Europe.

Les passeports pour les français ne sont pas encore prêts, puisque je viens avec les premières informations concernant nos capacités d'accueil, 100 ? 120 ? Les élections municipales dont nous attendons les résultats ne me permettent pas encore de trancher. C'est de toutes façons bien loin des performances espagnoles, 9000 enfants, dont les passeports commencent à s'accumuler.



Avec Salek Baba, ministre de la coopération toujours accueillant à des projets pourtant modestes à l'échelle des besoins des campements. Avec Abba, juriste et militant de l'AFAPREDESA dans son grand local donnant à voir avec l'expo et la bibliothèque la tragique histoire des Sahraouis soumis à l'occupation marocaine. Histoire des disparitions, des arrestations et des tortures que l'association essaie depuis 20 ans de reconstituer.

J'y retrouve deux des derniers voyageurs arrivés par l'avion du vendredi, Claude et France, « l'ancienne des campements » et « la nouvelle » qui va tout découvrir avec passion.

Avec la ministre de l'éducation qui plaide auprès de moi le développement de l'enseignement du français pour les jeunes qui partent dans les collèges algériens.

Ce samedi soir est particulièrement important ! Le Président Abdelaziz aux côtés de son épouse, Khadija Hamdi, reçoit tous les Français présents dans les campements, sous sa tente au 27 février. Belle soirée d'échanges, de spéculations sur l'avenir et sur la suite des négociations. Personne n'évite de discuter de la position française toujours favorable au Maroc alors que tant de Sahraouis par leur histoire au croisement des confins sont francophones et francophiles !

La présence de « personnalités » pour la plupart créateurs du Polisario nous entraîne vers l'évocation des premières années, avec le souvenir des Sahariens comme Monod ou Beslay, vers le souvenir de Robert Davezies qui vient de mourir et surtout la présence presque tutélaire de Maurice Barbier, qu'Ould Salek son ancien étudiant évoque avec émotion tant son travail universitaire a été fondamental pour le Polisario.

Dimanche, c'est le grand jour pour Mohamed Mahmoud et l'association ASPECF (association sahraouie pour le développement des échanges culturels avec la France), car il inaugure à Aousert la petite bibliothèque de français dans son centre culturel francophone, bien placé au centre de la willaya. Tous les Français sont là, les membres de l'ASPECF et bien des personnalités comme la ministre de la culture, celui de l'information, des responsables de la willaya, de l'UJSARIO et Khalil Mhamed, ministre des territoires occupés, président d'honneur de l'ASPECF. La cérémonie est très bien menée, chacun rivalisant de belle langue et de beaux discours pour exalter tout à la fois la culture et la fraternité. Et ce n'était pas ce jour – là que des mots creux car ce petit centre modeste est le fruit de bien des efforts, de ténacité et un des exemples qui témoigne du développement dans les campements d'une société

civile qui prend initiatives et responsabilités. Longue vie à cette bibliothèque que les responsables de l'association ont souhaité baptiser « An-nick Miské Talbot » en souvenir de l'amie de la première heure du peuple sahraoui décédée l'année dernière.

Les deux jours qui suivront seront de fête, celle du Marathon où trois Français pour la première fois participent entraînés par l'enthousiasme de Marie et celui de la célébration du 32^e anniversaire de la RASD. Les deux jours se passent à Smara, dans un déploiement de foules et de musiques où se mêlent sahraouis, européens, africains venus participer à la course ou simplement soutenir et admirer. Le temps n'est pas très beau mais au moins le premier jour le sable ne perturbe pas la course et aucun marathonien ne se perdra comme c'est arrivé à cinq d'entre eux l'année dernière.



Le lendemain au contraire jour anniversaire, le sable participe de la fête, refroidit le temps et emmène dans un tourbillon de vent et de poussière les enfants qui défilent, chaque daïra et chaque école présentant son défilé. Le sable ne nous empêche pas de comprendre le message ! La plupart des enfants sont habillés de treillis et défilent pour certains avec des armes de carton.

Message pour le Maroc et le Conseil de Sécurité, message pour la population ? Les enfants ainsi vêtus sont-ils chargés de dire au monde la volonté d'un peuple décidément pas prêt à s'abaisser devant son occupant ?

Avec la nuit le sable s'est calmé et a laissé un peu de place à une belle soirée de musique et de chants et danses traditionnels qui peu à peu se sont estompés à mesure que je m'éloignais des campements pour rejoindre Tindouf et l'aéroport.

Régine Villemont, février 2008

ADHÉSION ET ABONNEMENT 2008

Vous êtes adhérent, vous recevez régulièrement notre journal...

L'année 2008, celle des négociations et de l'affirmation renouvelée de l'intacte détermination des Sahraouis à obtenir leur droit à s'autodéterminer et à être indépendants, mérite tout votre engagement !

Aussi dès ce journal reçu pas d'hésitation !

Renouvelez votre adhésion, votre abonnement

Adhérez pour la première fois et aidez nous en vous abonnant à faire vivre ce journal qui donne régulièrement les infos sur la question du Sahara et sur les solidarités en France.

Robert Davezies est décédé ce 23 décembre 2007. C'était un grand ami de l'association et un ami de plusieurs d'entre nous. Sa disparition nous a beaucoup affectés. Prêtre engagé, militant anticolonial, son soutien au FLN fut remarquable et il continua son engagement anticolonial en soutenant la lutte des Sahraouis et du Polisario pour leur indépendance. Sincères condoléances à ses proches, famille et amis et remerciements à Robert Davezies pour sa vie exemplaire.

Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la RASD
356, rue de Vaugirard 75 015 Paris

Directeur de la publication : **Francis Jacob**
Responsable de rédaction : **Régine Villemont**
Comité de rédaction : **Régine Villemont, Philippe Riché, Marc Hermange, Gaëlle-Anne Dolz, Matthieu Liégeois.**

Photographes : **Eva Tisseyre, Michèle Bunel, Christine Solai**

Mise en page : **Matthieu Liégeois**

Imprimé par Triskel Média

Mars 2008 « dépôts légal » n° 141/142
prix de l'abonnement : 14 euros

Numéro de commission Paritaire : **1110 G 87902**

Numéro d'ISSN : **0150-262X**

Abonnez-vous, 4 numéros par an pour 14 €
Recevez toute l'actualité du peuple sahraoui !

Adhésion 2008 : 14 €, 22 € ou 66 €
Devenez un ami de la RASD

Envoyer vos coordonnées et votre règlement à
(Pensez à séparer l'adhésion et de l'abonnement)

CCP 19 303 94 K PARIS

AARASD 356 Rue de Vaugirard 75 015 Paris

EXIGEONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI EN GRÈVE DE LA FAIM

La situation au Sahara occidental nous préoccupe de plus en plus et se trouve désormais au cœur des contradictions du pouvoir marocain. D'un côté une monarchie qui entend imposer ses règles à la Communauté internationale et tout particulièrement à la France, en faisant passer son plan d'autonomie comme seule issue possible au conflit mais joue le jeu des négociations, de l'autre la même monarchie qui interdit au Sahara occidental toute forme d'expression hors la marocanité du Sahara.

Les militants sahraouis qui refusent le tabou et luttent pour l'application de l'autodétermination sont de plus en plus empêchés de parler, réprimés voire torturés. Ceux qui ont déjà été condamnés et en prison dans des conditions très dures ont entamé une grève de la faim depuis le 25 février et sont chaque jour rejoints par de nouveaux prisonniers grévistes.

Deux initiatives pour les soutenir et surtout faire connaître leur lutte sont en route.

**L'AFAPREDESA organise une campagne internationale
pour la libération de Brahim Sebbar et de tous les prisonniers politiques sahraouis.
Cette campagne s'adresse en priorité aux autorités marocaines.
Pour vous associer à cette campagne et avoir des informations
envoyer un email à cppsaharai@gmail.com**

**En France, un premier appel vient d'être lancé par les association solidaires
en réunion ce lundi 10 mars à la Maison du barreau
qui se sont émues de la situation des grévistes de la faim
et s'adressent aux autorités françaises et marocaines
pour exiger la libération immédiate des prisonniers politiques.**

Cet appel a déjà été signé par nombre d'associations françaises comme l'ACAT, Droit et solidarité, le MRAP, la Fondation France Libertés, la CGT...

Vous pouvez le signer et le faire signer sur <http://www.lapetition.com/sign1.cfm?numero=1645>
Merci à l'ACAT, qui a repris sur son site <http://www.acatfrance.fr/> le lien pour faire signer cette pétition,
merci de faire la même démarche dans vos propres associations.